Le transfert au Colonial Office en 1867

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

Les griefs sous l'administration indienne

Dans les années 1850, les marchands de Singapour avaient accumulé une longue liste de griefs contre le gouvernement de Calcutta. Le plus grave concernait la monnaie. En 1854, la Compagnie anglaise des Indes orientales proposa de donner cours légal dans les Établissements des Détroits (Straits Settlements) aux pièces de cuivre indiennes fondées sur la roupie. Les marchands s'y opposèrent, car les dollars espagnols et mexicains servaient de monnaie d'échange en Asie du Sud-Est bien avant l'établissement britannique. Ils chargèrent John Crawfurd, l'ancien Resident, de présenter une pétition contre la mesure, mais la loi monétaire fut tout de même adoptée.[1]

D'autres griefs suivirent. Calcutta arrêtait la politique financière des Détroits sans consulter les intérêts locaux. Les marchands jugeaient en outre la justice inefficace et la police trop faible pour contenir les sociétés secrètes chinoises, dont le chapitre V de la partie A a décrit les émeutes.[2] Les Établissements servaient aussi de bagne pour

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

les forçats venus d'Inde, une charge que les marchands supportaient mal. Après le déclenchement de la révolte des cipayes en mai 1857, le transfert de nouveaux forçats, parmi lesquels des mutins, fit craindre des violences à Singapour.[3]

La pétition de 1857 et le débat au Parlement

En septembre 1857, les marchands décidèrent de demander au Parlement, par voie de pétition, que les Établissements soient gouvernés directement par la Couronne. La pétition, signée par la plupart des membres de la communauté européenne de Singapour, fut envoyée à Londres en octobre 1857.[4] Le 10 mars 1859, Lord Stanley of Alderley la présenta à la Chambre des lords au nom des banquiers, marchands et résidents de Singapour. Il décrivit Singapour comme « the emporium of all the British trade with the Indian Archipelago, Java, Siam, and Cochin China », avec un commerce annuel dépassant douze millions de livres, et déplora que l'on ait fait de la ville le dépôt des forçats venus d'Inde.[5]

Les pétitionnaires demandaient un gouverneur propre, doté de pouvoirs comparables à ceux du gouverneur de Hong Kong, y compris la conduite des relations avec les États voisins. Ils attiraient aussi l'attention sur l'expansion des puissances néerlandaise, française et espagnole dans la région, qu'ils percevaient comme une menace pour le commerce britannique.[6] Le débat parlementaire se prolongea, le gouvernement étant absorbé par la réorganisation de l'Inde après la révolte. En février 1860, le Parlement avait accepté le principe du transfert, mais six années s'écoulèrent encore avant qu'il ne prenne effet.[7]

Le Straits Settlements Act 1866 et le transfert

Le Straits Settlements Act, adopté le 10 août 1866, fournit la base juridique de la nouvelle colonie. Le transfert prit effet le 1er avril 1867 et fut célébré à Singapour par des festivités, un feu d'artifice et l'inauguration du Town Hall.[8] Le premier gouverneur sous l'autorité de la Couronne fut Sir Harry Ord. La nouvelle administration, avec ses conseils exécutif et législatif, conserva sa forme de base jusqu'à l'occupation japonaise de 1942.[9]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

La portée du transfert pour le commerce

Pour les marchands, le transfert apporta trois avantages immédiats. D'abord, les décisions concernant les Détroits seraient prises par un gouvernement installé à Singapour et responsable devant le Colonial Office, auprès duquel les marchands pouvaient faire valoir leurs intérêts plus efficacement qu'à Calcutta. Ensuite, la question monétaire fut tranchée en leur faveur : la roupie cessa d'avoir cours légal en 1867 et le dollar d'argent devint la monnaie de référence.[10] Enfin, la colonie se dota d'un organe législatif où des membres non officiels, souvent des marchands, pouvaient défendre les intérêts commerciaux.

Le transfert eut une conséquence plus large. Libéré des priorités indiennes, le gouvernement colonial de Singapour abandonna la politique de non-intervention dans les États malais et s'impliqua de plus en plus dans leurs affaires. Ce tournant conduisit, au cours des décennies suivantes, au contrôle britannique de toute la péninsule malaise.[11] Le gouverneur des Établissements des Détroits devint aussi haut-commissaire pour les États malais fédérés, le Nord-Bornéo britannique, Brunei et le Sarawak.[12] Singapour devint ainsi la capitale administrative et commerciale de la Malaisie britannique, un rôle qui fit entrer dans son orbite l'étain et le caoutchouc de la péninsule, étudiés au chapitre IV de cette partie.

Notes

1. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026), sur la proposition monétaire de 1854, l'objection des marchands selon laquelle « Spanish and Mexican dollars had been used for trade in Southeast Asia long before British settlement », la pétition portée par John Crawfurd et l'adoption de la loi monétaire. ↩
2. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026), sur l'impopularité des politiques financières décidées à Calcutta, l'inefficacité de la justice et la faiblesse des forces de police incapables de contenir les sociétés secrètes à l'origine de « riots and violence ». ↩

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

3. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026) : après le début de la révolte des cipayes en mai 1857, « concern over the rising number of convicts, including some mutineers being transferred to the Settlements, fuelled fears of potential violence ». ↩
4. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026) : en septembre 1857, les marchands « resolved to support the petition and also to petition for the Settlements to be governed by the Crown » ; la pétition fut déposée en octobre 1857. ↩
5. *Hansard*, House of Lords, 10 mars 1859, « Singapore—Petition » (Lord Stanley of Alderley) : Singapour « was the emporium of all the British trade with the Indian Archipelago, Java, Siam, and Cochin China » ; commerce supérieur à 12 000 000 £ par an ; griefs relatifs au dépôt de forçats. ↩
6. *Hansard*, House of Lords, 10 mars 1859, « Singapore—Petition » : demande d'un gouverneur doté de pouvoirs semblables à ceux du gouverneur de Hong Kong ; inquiétudes face à l'expansion néerlandaise et à la présence française et espagnole dans la région. ↩
7. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026) : en février 1860, « parliament agreed to the transfer of the Settlements to the Crown ». ↩
8. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026) : le Straits Settlements Act fut adopté le 10 août 1866 ; le transfert du 1er avril 1867 fut marqué par une « celebration and fireworks in Singapore » lors de l'inauguration du Town Hall. ↩
9. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026) : conseils exécutif et législatif dirigés par le gouverneur Sir Harry Ord, une structure qui « would largely remain the same till the Japanese occupation in 1942 ». ↩
10. Wikipedia, « Straits dollar » (consulté en octobre 2026) : la roupie indienne garda cours légal jusqu'en 1867, date à laquelle la colonie passa sous administration britannique directe ; Wikipedia, « Straits Settlements »

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

(consulté en octobre 2026) : le dollar des Détroits devint la monnaie de référence en 1867, à parité avec le dollar espagnol ou le peso mexicain. ↩

11. Wikipedia, « Transfer of the Straits Settlements » (consulté en octobre 2026) : le transfert fit passer la politique britannique de la non-intervention à un engagement actif, « leading to the colonisation of the whole of Malaya ». ↩
12. Wikipedia, « Straits Settlements » (consulté en octobre 2026) : le gouverneur était aussi « High Commissioner for the Federated Malay States on the peninsula, for British North Borneo, the sultanate of Brunei and Sarawak in Borneo ». ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.